



Direction des affaires juridiques  
Cellule marchés publics  
Avenue Côte de Nacre  
CS 30001  
14033 CAEN Cedex 9

## **DOCUMENT DE CONSULTATION PROCEDURE ADAPTEE n° 2025-039**

En application des articles L2123-1 et R2123-1 3°  
du Code de la commande publique

**Acheteur public :**

**Frédéric VARNIER**  
Directeur général du CHU Caen Normandie

**Objet :** Prestations de formation à destination du CHU Caen Normandie :  
entretien motivationnel et radioprotection des patients.

**DATE LIMITE DE RECEPTION DES OFFRES : 21 mars 2025 à 12H00**

## **1. NOM ET ADRESSE DE L'ACHETEUR PUBLIC**

**CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE**  
**Direction des achats**  
**Avenue Côte de Nacre**  
**CS 30001**  
**14033 CAEN CEDEX 9**  
<https://www.marches-publics.gouv.fr/>

### INTERLOCUTEUR ADMINISTRATIF :

CHU de CAEN – Mme FERET, Rédacteur marchés publics  
Courriel : [feret-m@chu-caen.fr](mailto:feret-m@chu-caen.fr)

### INTERLOCUTEURS TECHNIQUES :

CHU de CAEN– Mme PAYEN, acheteuse  
Courriel : [payen-r@chu-caen.fr](mailto:payen-r@chu-caen.fr)

Pour obtenir tous les renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires, les candidats doivent faire parvenir au plus tard huit jours avant la date limite de remise des offres, une demande écrite par voie dématérialisée par l'intermédiaire de la fonctionnalité « **❗ QUESTIONS** » via la plate-forme <https://www.marches-publics.gouv.fr/> après que le candidat se soit identifié.

Une réponse sera alors adressée, par voie dématérialisée, à tous les candidats ayant retiré le DCE, quatre jours au plus tard avant la date limite de remise des offres.

## **2. OBJET**

Réalisation de prestations de formation à destination du CHU Caen Normandie (relance des lots 10 et 11, déclarés sans suite, de la procédure adaptée GHT2024105).

## **3. CONDITIONS DE LA CONSULTATION**

La consultation est organisée selon **une procédure adaptée** conformément aux articles L2123-1 et R2123-1 3° du Code de la commande publique.

Les dispositions du Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles (CCAG / PI), issu de l'arrêté du 30 mars 2021 publié au Journal Officiel du 1<sup>er</sup> avril 2021 s'appliquent au présent marché

- Décomposition en lots :

La présente consultation comporte deux lots :

- Lot n° 1 : Entretien motivationnel
- Lot n° 2 : Radioprotection des patients

- Les variantes sont interdites

## **4. DEROULEMENT DE LA CONSULTATION**

### 4-1 - MODALITES DE RETRAIT DU DOSSIER

L'ensemble du dossier permettant de répondre à la consultation est téléchargeable gratuitement, jusqu'à la date limite de remise des offres sur le profil acheteur du CHU de Caen : <https://www.marches-publics.gouv.fr/>.

L'identification des candidats n'est pas obligatoire. *Cependant, il leur est **vivement conseillé** de s'identifier sur le portail, ils devront pour cela créer un compte via le menu « Votre espace » afin d'obtenir un couple identifiant/mot de passe et ce afin d'être tenus informés automatiquement des modifications et des précisions éventuellement apportées au DCE.*

Afin de pouvoir décompresser et lire les documents mis à disposition par le CHU de Caen, les candidats devront disposer des logiciels permettant de lire les formats suivants : Adobe<sup>R</sup> Acrobat<sup>R</sup> (.pdf), et/ou Rich Text Format (.rtf), et/ou les fichiers compressés au format ZipR (.zip).

Les formats de fichiers envoyés et acceptés par le CHU de Caen sont les suivants : ZIP, JPEG, DOCX, XLSX, PDF.

#### 4-2 - CONTENU DU DOSSIER DE LA CONSULTATION

Chaque dossier de consultation comprend les documents suivants :

- Le présent Document de Consultation et son annexe (règles de nommage des fichiers)
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières
- Un acte d'engagement (ATTR1)
- Le cadre de décomposition du prix global et forfaitaire
- Les pièces servant à la constitution de la candidature (DC1 et DC2)
- Le cadre de réponse technique (à compléter)
- La fiche de présentation (à compléter)

#### 4-3 - PRESENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES :

En application de l'article R.2143-4 du Code de la commande publique, le soumissionnaire peut présenter sa candidature sous la forme d'un document unique de marché européen (DUME) en lieu et place des documents listés ci-après. Les soumissionnaires ont la possibilité d'utiliser le DUME acheteur présent dans la consultation ou bien celui disponible gratuitement à l'adresse suivante :

<https://dume.chorus-pro.gouv.fr/> ou <https://ec.europa.eu/tools/espd/filter?lang=fr>

Si celui-ci a déjà été transmis lors d'une précédente consultation et tant que les informations présentées demeurent valables, les soumissionnaires sont dispensés de ce nouvel envoi.

A défaut de présentation d'un DUME, les soumissionnaires auront à produire un dossier complet, rédigé en français, comprenant les pièces suivantes :

➤ **Les pièces relatives à l'appréciation de la candidature :**

- La lettre de candidature (formulaire DC1)
- Le numéro unique d'identification délivré par l'INSEE (SIRET)
- La déclaration du candidat ou formulaire « DC2 », présentant les renseignements permettant d'évaluer son aptitude à exercer l'activité et ses capacités économiques, financières, techniques et professionnelles, à savoir :
  - Une copie de la déclaration d'activité en tant qu'organisme de formation
  - La fiche de présentation du soumissionnaire complétée
  - Une attestation d'assurance responsabilité civile et professionnelle, en cours de validité
  - Les certificats de qualifications professionnelles, la preuve de la capacité du soumissionnaire pouvant être apportée par tout moyen.
- *Le cas échéant*, le soumissionnaire pourra joindre à sa proposition les pièces mentionnées à l'article 4-8 du présent document.

En cas de **groupement d'opérateurs économiques**, chacun des membres fournira l'ensemble des pièces ci-dessus énumérées.

Si le soumissionnaire est un groupement conjoint, il est demandé que le mandataire soit solidaire.

Par ailleurs, si le marché est attribué à un groupement conjoint, le titulaire pourra être tenu d'assurer sa transformation en groupement solidaire après l'attribution.

Le soumissionnaire a la possibilité de présenter une offre en agissant à la fois en qualité de soumissionnaires individuels ou de membres d'un ou plusieurs groupements.

Enfin, en cas de **sous-traitance**, le soumissionnaire complètera un formulaire « DC4 » et joindra les documents requis par le présent document permettant de vérifier les capacités professionnelles, techniques et financières du sous-traitant envisagé.

➤ **Les pièces relatives à l'offre :**

- L'acte d'engagement daté et signé électroniquement\*
- Le cadre de décomposition du prix global et forfaitaire
- Le cadre de réponse technique complété intégralement et sans modification.
- Des extraits de supports pédagogiques en lien avec le sujet traité comprenant :
  - un rappel des concepts utilisés,

- une synthèse des apports théoriques,
- la reproduction des exercices pratiques,
- une bibliographie,
- un glossaire.
- Le contenu détaillé de l'offre : objectifs de chaque grand chapitre en indiquant la méthode employée ainsi que les outils.
- Un exemple d'attestation de formation en conformité avec la réglementation.
- Une présentation du dispositif et des outils d'évaluation. Cette présentation comprendra, à minima :
  - o Un exemple de questionnaire d'évaluation des connaissances
  - o Un exemple de questionnaire d'évaluation reprenant impérativement les objectifs de la formation,
  - o Un exemple de trame du bilan formateur qui sera à remettre à l'établissement concerné pour chaque session de formation
- Un Relevé d'Identité Bancaire ou Postal.

L'attention du soumissionnaire est attirée sur le fait que la signature de l'acte d'engagement n'est plus obligatoire.

La signature de l'acte d'engagement (ATTR11) pourra être réalisée de manière électronique ou manuscrite si l'attributaire ne dispose pas de la signature électronique. ( <https://entreprendre.service-public.fr/vosdroits/F23784>)

Dans l'hypothèse d'une signature électronique, le certificat de signature utilisé doit répondre aux conditions prévues par l'annexe 12 du code de la commande publique (arrêté du 22 mars 2019 relatif à la signature électronique des contrats de la commande publique).

Seuls les certificats de signature électronique conformes au règlement [eIDAS](#) sont autorisés ; les formats de signature acceptés sont : PAdES, CAdES, XAdES.

Si le soumissionnaire ne dispose pas de la signature électronique, il devra faire parvenir au CHU de CAEN un document signé manuscritement de manière originale.

#### 4-4 - DELAI MINIMUM PENDANT LEQUEL LE SOUMISSIONNAIRE EST TENU DE MAINTENIR SON OFFRE

Le délai est **de 120 jours** à compter de la date limite de réception des offres.

#### 4-5 – MODALITES DE REMISE DES OFFRES

Les candidatures et les offres sont **impérativement** et **exclusivement** transmises par voie électronique sur le site <https://www.marches-publics.gouv.fr/>, avant la date et l'heure limite figurant en 1<sup>ère</sup> page.

*L'offre dématérialisée devra être présentée conformément aux dispositions mentionnées en annexe.*

#### 4-6 – CRITERES D'ATTRIBUTION

L'offre « économiquement la plus avantageuse » sera appréciée, lot par lot, au regard des critères suivants pondérés, après négociation, avec les auteurs des trois offres les mieux classées.

##### 1) **Valeur technique : 55%**

- Adéquation du contenu de la formation avec le besoin ..... 20%
- Pertinence des méthodes pédagogiques proposées ..... 15%
- Qualité et expérience des intervenants ..... 15%
- Qualité des supports pédagogiques et de la documentation remise aux stagiaires évaluée en fonction des exemples proposés ..... 5%

##### 2) **Prix : 45 %**

La grille d'évaluation sera établie selon les appréciations suivantes : de très bien : 20 points à insuffisant : 0 point.

La note relative au critère financier sera calculée, pour une session, en euros TTC, de la manière suivante :

(Prix le plus bas / Prix de l'offre analysée) X 20 puis pondérée

La note finale attribuée se fera sur 100 points avec une répartition "Valeur technique" & "Prix" en fonction des pondérations indiquées ci-dessus.

Le cas échéant, le CHU de CAEN pourra décider d'attribuer le marché sur la base des offres initiales, sans négociation.

Les offres inappropriées au sens de l'article L2152-4 du Code de la commande publique ne pourront faire l'objet d'une étude et seront éliminées.

#### 4-7 – DEROULEMENT DES NEGOCIATIONS

Le CHU de Caen limite à 3 le nombre de soumissionnaire admis à participer à la négociation :

- Si le nombre de soumissionnaires ayant remis une offre appropriée est inférieur à 3, le CHU de Caen pourra envisager une négociation avec les seuls candidats sélectionnés.
- Si le nombre de candidats ayant remis une offre appropriée est supérieur à 3, le CHU de Caen sélectionnera les candidats au terme du classement établi sur la base des critères de sélection des offres fixés ci-dessus.

A l'issue des négociations le soumissionnaire formalisera sa proposition finale par courriel ou par voie dématérialisée via la plateforme PLACE dans le délai et selon les modalités fixés par l'acheteur. A défaut, seule l'offre initiale sera prise en compte.

#### 4-8 – PREUVE DE LA SITUATION DU SOUMISSIONNAIRE AUQUEL IL EST ENVISAGE D'ATTRIBUER LE MARCHE

Conformément à l'article R2144-4 du Code de la commande publique, le marché ne pourra être attribué au soumissionnaire retenu que sous réserve de la vérification par le CHU de CAEN de la régularité des attestations et certificats énumérés ci-dessous, délivrés par les administrations ou organismes compétents :

- Les **attestations et certificats** délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant que le soumissionnaire a satisfait à ses **obligations fiscales et sociales**.

A défaut, sera transmis un document équivalent délivré par l'autorité judiciaire ou administrative compétente du pays d'origine ou d'établissement du soumissionnaire.

### **5. LISTE DES PIECES CONTRACTUELLES**

Les marchés sont constitués des pièces contractuelles désignées ci-après, les premières énumérées prévalant sur les suivantes en cas de contradiction :

- 1) L'acte d'engagement daté et signé
- 2) Les annexes qui y sont mentionnées
- 3) Le présent document de consultation
- 4) Le CCTP
- 5) Le CCAG / PI
- 6) La réponse technique du titulaire

Les modalités, propres au titulaire, qui pourraient être mentionnées sur les documents annexés à l'acte d'engagement, notamment les conditions générales de ventes, et contradictoires avec les documents contractuels ne s'appliquent pas aux présents marchés.

### **6. DUREE ET DELAI D'EXECUTION**

Les marchés prennent effet à leur notification pour une durée de **12 mois**.

**La notification** consiste en une remise au titulaire de la copie de l'acte d'engagement signé par le Directeur Général du CHU de CAEN. Cette transmission est effectuée via le profil acheteur du CHU de CAEN.

**Le titulaire doit impérativement transmettre une adresse électronique valide pendant toute la durée du contrat et s'engage en cas de modification de celle-ci à avvertir le service acheteur dans les plus brefs délais.**

**S'agissant du lot 2**, au-delà de sa 1<sup>ère</sup> période d'exécution, le marché sera tacitement reconduit deux (2) fois par période de douze (12) mois. Le CHU de Caen pourra toutefois, sans avoir à motiver sa décision, s'opposer à la reconduction à condition d'en informer le titulaire au moins trois (3) mois avant la date de fin du marché.

La planification est fixée par les services de formation continue de l'établissement. Les dates acceptées ne peuvent faire l'objet de modification sauf accord écrit des deux parties.

Les dates programmées pour chaque formation doivent obligatoirement être respectées sous peine de déclencher l'application des pénalités de retard.

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG / PI, le montant de ces pénalités s'élève à **100 euros** par jour ouvré de retard. Les pénalités s'appliquent sans mise en demeure préalable et sont dues quel que soit leur montant.

Si le retard se prolonge au-delà de 15 jours calendaires, le CHU de Caen pourra prononcer de plein droit la résiliation du marché, à l'expiration du délai susvisé, sans préjudice des dommages et intérêts qui pourraient être réclamés à l'organisme.

Par ailleurs, en cas non-remplacement d'un des intervenants, le prestataire encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité d'un montant forfaitaire, par jour calendaire de retard, égale à **20 euros**.

En cas d'application de pénalités de retard, ces dernières seront déduites du montant restant dû ou feront l'objet d'un ordre de recette de l'établissement à l'encontre du prestataire. Par dérogation à l'article 14.1.3. du CCAG / PI, les pénalités ne sont pas limitées. Ces pénalités restent dues en cas de résiliation.

## **7. OPERATIONS DE VERIFICATION DES PRESTATIONS**

Les opérations de vérification autres que celles mentionnées ci-dessus sont exécutées, conformément au chapitre VI - *CONSTATATION DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS*, du CCAG / PI.

Les prestations faisant l'objet des présents marchés sont soumises à des vérifications quantitatives et qualitatives, destinées à constater qu'elles répondent aux stipulations des marchés.

Les opérations de vérification quantitative consistent à contrôler la conformité entre la quantité exécutée et celle indiquée aux marchés.

Les opérations de vérification qualitative consistent, pour les agents des établissements désignés à cet effet, à vérifier la conformité des prestations avec les spécifications techniques des marchés.

A ce titre, l'établissement opère par tous les moyens à sa convenance, le contrôle du bon déroulement de l'action (vérification du nombre de stagiaires et de leur assiduité, conformité au contenu du programme, participation effective des formateurs, mise en œuvre des méthodes et des moyens pédagogiques prévus...).

A l'issue des opérations de vérification, une décision expresse d'admission, d'ajournement, de réfection ou de rejet sera prise, dans le délai prévu à l'article 28.2 du CCAG / PI. Passé ce délai la décision d'admission est réputée acquise.

Toute prestation ne correspondant pas à la description telle que définie dans l'offre retenue sera refusée et immédiatement remplacée aux frais exclusifs du titulaire. Par dérogation aux articles 29.2 et 29.3 du CCAG / PI, la décision pourra être prise sans que le titulaire ait été invité à présenter ses observations.

## **8. PRIX ET MODALITES DE REGLEMENT**

### **8-1 - MODALITES DE DETERMINATION DU PRIX**

Les prix des prestations s'entendent toutes charges incluses. Ils comprennent les frais engendrés par la documentation des stagiaires, l'animation de formation, l'ingénierie de formation, les éventuels réajustements des contenus du programme de formation demandés par l'établissement, les méthodes et outils pédagogiques, le matériel, les fournitures, les consommables ainsi que tous les frais de gestion afférents à la réalisation des prestations y compris les frais de séjour du formateur (transport, repas et hébergement) et les frais d'acheminement de la documentation sur le lieu d'animation de la formation.

Aucun autre frais lié à ces prestations, et qui ne ferait pas l'objet d'une prestation supplémentaire demandée expressément par l'établissements, ne pourra être facturé par l'organisme.

Les marchés sont traités à un prix forfaitaire par session de formation.

#### **Mois d'établissement des prix :**

Les prix sont établis sur la base des conditions économiques du mois où se situe la date limite de remise des offres et compte tenu des taxes en vigueur à la même époque (Mo = mars 2025).

**Les prix sont fermes s'agissant du lot 1.**

**S'agissant du lot 2, les prix seront ajustés annuellement à date anniversaire à compter de 2026.**

Le prix de règlement du marché sera calculé, sur la base de l'évolution en augmentation ou en baisse des indices suivants publiés par la fédération professionnelle SYNTEC ([sur le site de la Fédération Syntec](#)).

Selon la formule suivante :

$$P_A = P_o \times (S_n / S_o)$$

Dans laquelle :

$P_A$  = Prix ajusté

$P_o$  = Prix de référence

Le prix de référence est, pour la première année le prix d'origine ; pour les années suivantes, le prix ajusté ( $P_A$ ) de l'année précédente.

$S_o$  = Indice Syntec « révisé » publié au mois M de la précédente révision.

$S_n$  = Valeur de l'indice SYNTEC afférente aux conditions économiques existantes, à la période antérieure de 4 mois à la date d'effet de la révision.

Dans la mesure où le titulaire souhaiterait réviser les prix, il lui appartient de les communiquer un mois avant la date anniversaire, sans aucune intervention de l'établissement hospitalier, ainsi que toutes justifications utiles. A défaut, les prix antérieurs seront maintenus.

Au cours de l'exécution du marché, le titulaire peut, le cas échéant et à son initiative, octroyer les remises.

### **8-2 - CONDITIONS DE REGLEMENT**

Le paiement de la facture est mis en œuvre dans les délais prévus par les règles de la comptabilité publique (soit 50 jours).

Le mode de règlement est le mandat administratif.

En cas de paiement d'intérêts moratoires, sera appliqué le taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points. Une somme forfaitaire pour frais de recouvrement, d'un montant de 40 euros sera également versée.

Le comptable assignataire chargé du paiement est le Trésorier Principal du CHU de Caen.

### **8-3 – TRANSMISSION DES DEMANDES DE PAIEMENT**

Conformément au décret n° 2016-1478 du 2 novembre 2016 relatif au développement de la facturation électronique, le titulaire fait parvenir les factures afférentes au marché **obligatoirement** par voie dématérialisée selon les modalités décrites ci-dessous :

Le titulaire devra utiliser la solution informatique gratuite et sécurisée **CHORUS PRO** (CPP2017) <https://chorus-pro.gouv.fr>. Pour ce faire les demandes de paiement dématérialisé devront obligatoirement comporter, outre les mentions légales, les informations suivantes :

- Le numéro de SIRET qui identifie le CHU de Caen en tant que destinataire : 261 400 931 000 18
- Le code service qui permettra de distinguer les différents services du CHU de Caen
- Le numéro d'engagement figurant sur le bon de commande « .....n° » ou communiqué par le CHU de Caen sur demande.

Aucun envoi papier ne doit être réalisé.

## **9. GARANTIE**

Sans objet.

## **10. AVANCE et ACOMPTES**

Sans objet.

## **11. RETENUE DE GARANTIE**

Sans objet.

## **12. EXECUTION DES MARCHES**

### **12-1 – EQUIPE D'INTERVENTION**

- Le titulaire fournit, dès la notification du marché, la liste nominative des préposés.

Conformément à l'article 3.4.3 du CCAG / PI, si un formateur et/ou le Responsable désigné (s) n'étaient plus en mesure d'accomplir leur mission, le titulaire doit en aviser, sans délai, l'établissement et proposer un ou des remplaçant(s) présentant des qualifications et compétences au moins équivalentes.

La défection de l'un d'entre eux peut entraîner la résiliation du contrat telle que prévue à l'article 12.7 du présent document, s'il n'est pas remplacé par un professionnel de même niveau de compétence, d'expérience et de formation et ayant reçu préalablement l'agrément de l'établissement.

L'établissement se réserve la possibilité de récuser un préposé en motivant sa décision.

- Le personnel du titulaire reste en toutes circonstances sous l'autorité hiérarchique et disciplinaire de celui-ci.

- A ce titre, il assume, par tout moyen qu'il juge approprié, l'encadrement de son personnel. Il veille notamment à ce que ses salariés respectent les prescriptions d'hygiène et de sécurité applicables dans les locaux de l'établissement ou des établissements dans lesquels ils sont conduits à intervenir.

Le titulaire assure en sa qualité d'employeur, la gestion administrative, comptable et sociale de ses salariés intervenant dans l'exécution des prestations prévues dans le présent marché

### **12-2 – CONDITIONS DE REPORT ET D'ANNULATION**

**Toute modification de date est effectuée conjointement entre le titulaire et l'établissement.**

- **Report ou annulation du fait du prestataire**

Si le report d'une session de formation est imputable au titulaire ou résulte d'éléments extérieurs ou de cas de force majeure, celui-ci s'engage à proposer de nouvelles dates dans le mois qui suit l'ajournement de la session de formation. Si l'établissement n'est pas en mesure d'accepter ce report conduisant à



l'annulation de la session de formation, aucune indemnité ne peut être exigée par le prestataire à l'établissement.

➤ **Report ou annulation du fait de l'établissement**

L'établissement se réserve le droit d'annuler ou de reporter une session de formation jusqu'à dix jours calendaires avant la date de début d'exécution. Dans ces conditions, l'annulation ou le report de la session de formation (communiqué au titulaire par télécopie, courriel) ne donne droit à aucune indemnité.

Report : on entend par le « report » d'une session le fait d'annuler et de remplacer la date retenue initialement pour une session donnée. Tout report devra faire l'objet d'un écrit (y compris courriel) afin de limiter le risque de litige.

Annulation : on entend par l'« annulation » d'une session le fait de mettre un terme à la réalisation d'une période de formation organisée pour un groupe.

**12-3 – AJUSTEMENT DES PRESTATIONS**

Si des éléments de la prestation de formation ne donnent pas satisfaction à l'établissement, le titulaire doit réajuster sa prestation. Ces modifications n'occasionnent aucun surcoût pour l'établissement tant que celles-ci ne remettent pas en cause l'ensemble et les fondements de la prestation proposée par le titulaire.

Le refus de ce dernier aura pour effet l'annulation, sans frais pour l'établissement, des sessions planifiées et la résiliation immédiate de plein droit du marché et des bons de commandes en cours, aux torts du titulaire et selon les conditions définies à l'article 12-7 « Résiliation ».

Le titulaire s'engage à formuler des suggestions, commentaires, ou propositions qui pourraient contribuer à améliorer l'efficacité des prestations qui lui sont confiées.

La liste des cas de modifications du marché en cours d'exécution est indiquée aux articles R. 2194-1 à R. 2194-10 du Code de la commande publique.

En cas d'évolution pendant la période d'exécution du contrat, les parties contractantes auront la possibilité de modifier les prestations objets du marché.

Chaque établissement du GHT Normandie Centre est susceptible de bénéficier du présent marché dans les conditions financières arrêtées lors de l'attribution (cf. Annexe financière).

Le CHU de CAEN informera le titulaire de son intention de mettre en œuvre cette clause au moins 8 semaines avant le début d'exécution souhaité. La mise en œuvre de la présente clause de réexamen fera l'objet d'un avenant.

Si la réglementation concernant l'une des missions dévolues au titulaire dans le cadre de l'exécution du marché devait changer pendant sa durée d'exécution, le contenu des prestations pourrait évoluer en conséquence, sans limitation.

**12-4 – CARENCE DANS L'EXECUTION DES PRESTATIONS**

Les prestations fournies par le titulaire font l'objet d'une évaluation a posteriori.

Au cas où il est constaté une défaillance manifeste altérant gravement le contenu et la qualité de la formation dispensée, l'établissement se réserve la possibilité de demander au titulaire de renouveler sa prestation, en réparation du préjudice subi, et ce sans que cela puisse faire l'objet d'une majoration du montant initial prévu dans l'offre du candidat.

En cas d'inexécution totale ou partielle des prestations qui serait imputable exclusivement au titulaire, le CHU de Caen pourra résilier de plein droit le présent marché public conformément aux conditions définies à l'article 12-7 « Résiliation ».

Si l'inexécution totale ou partielle n'est pas exclusivement imputable au titulaire mais résulte totalement ou en partie de la responsabilité de l'établissement alors ce dernier ne pourra pas considérer cette carence comme un motif justifiant la résiliation des prestations.

La responsabilité de l'établissement ou du prestataire ne peut être engagée en cas de force majeure.

**12-5 – PROPRIETE INTELLECTUELLE**

Dans le cadre des marchés, le titulaire réalise pour le compte de l'établissement des prestations susceptibles d'engendrer des droits de propriété intellectuelle.

Pour lui permettre de répondre au besoin de l'établissement, il est autorisé à utiliser les outils et documentations fournis par celui-ci uniquement et strictement dans le cadre du présent marché public mais ne pourra en aucun cas se prévaloir de la cession des droits d'auteur sur ces outils et documentations. Il ne pourra également pas se prévaloir de droits de propriété intellectuelle autres que les droits d'utilisation, de présentation, d'adaptation, accordés uniquement et strictement pour la durée du présent contrat.

Les parties conviennent également que l'établissement aura la propriété pleine et entière des « Résultats » des prestations réalisées par le titulaire dans le cadre du présent marché.

On entend par « Résultats » tous livrables, créations, réalisations, éléments de toute nature et sous quelque forme que ce soit, fournis ou réalisés par le titulaire dans le cadre de l'exécution des prestations du présent marché.

Par conséquent, le titulaire autorise notamment l'établissement à :

- faire tout usage des données du contenu pédagogique pour les besoins de ses activités propres notamment à des fins de communication en interne (soit le droit d'adapter, de modifier, de faire évoluer tout ou en partie des Résultats),
- exploiter et analyser les questionnaires d'évaluation remplis par les stagiaires et les évaluations des formateurs

La présente cession de droits est consentie pour toute la durée légale de protection des droits de propriété intellectuelle.

Les parties sont convenues que le prix de la cession est compris de façon forfaitaire et définitive dans les tarifs des prestations définis au présent marché public et que le titulaire ne pourra réclamer aucune somme complémentaire à quelque titre que ce soit.

Il garantit d'une manière générale à l'établissement que rien ne peut faire obstacle à la libre exploitation des résultats par ceux-ci. En conséquence, le titulaire garantit l'établissement contre toute action, réclamation, revendication ou opposition de sa part invoquant un droit de propriété intellectuelle. Par ailleurs, il garantit à l'établissement qu'il n'a procédé et ne procèdera à aucun dépôt sur les résultats.

Toute utilisation ou diffusion d'éléments de communication relatifs à la prestation confiée et/ou faisant mention du nom de l'établissement devra être soumise à l'accord préalable et express de ce dernier.

#### 12-6 – VERIFICATION RELATIVE A L'EMPLOI DE SALARIE

Le titulaire produira tous les 6 mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, l'ensemble des pièces énumérées aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 du Code du travail. A défaut, il sera fait application de l'article 12-7 du présent document.

#### 12-7 – RESILIATION

La résiliation des marchés est susceptible d'intervenir dans les cas et les conditions prévus par les articles 36 à 42 du CCAG / PI sous réserve des dispositions suivantes.

Le contrat pourra également être résilié, sans indemnité :

❖ **Sans mise en demeure préalable, par dérogation à l'article 39 du CCAG / PI :**

- en cas de non-transmission des pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 et D.8222-8 du Code du travail ou en cas d'inexactitude des documents ou renseignements transmis,
- lorsque le titulaire déclare ne pouvoir exécuter ses engagements contractuels.

❖ **Après mise en demeure préalable restée infructueuse dans un délai de 15 jours ouvrés :**

- en cas de non-respect répétés des délais d'intervention / de livraison,
- en cas de mauvaise exécution de la prestation ou de défaillance du titulaire.

Enfin, compte tenu de l'appartenance du CHU de Caen au GHT NORMANDIE CENTRE, si la prestation objet du présent marché fait l'objet d'une mutualisation, celui-ci pourra être résilié de plein droit, sans mise en demeure préalable. Par dérogation à l'article 29 CCAG / PI, aucune indemnité ne sera due.

## **NOTE DE PROCEDURE RELATIVE AUX REPONSES ELECTRONIQUES**

### **PLATEFORME DES ACHATS DE L'ETAT « PLACE »**

#### **I - MODALITES DE REMISE DES PLIS**

Les candidatures et les offres pourront être transmises par voie électronique **exclusivement** sur le site <https://www.marches-publics.gouv.fr/> avant la date et l'heure limite figurant en 1<sup>ère</sup> page.

A l'exception de la copie de sauvegarde (cf. point III).

#### **1.....Outils requis pour effectuer la réponse électronique**

Le soumissionnaire doit s'assurer de disposer sur son poste de travail des outils listés ici, en plus de ses logiciels bureautiques habituels :

- **Une machine virtuelle Java** (Java Runtime Environment J2SE en version 4 : JRE 1.4.2\_04 et supérieure, version 5 : JRE 1.5.0\_06 et supérieure, ou version 6 : JRE 1.6.0\_01 et supérieure). Ce logiciel est téléchargeable sur le site de SUN (<http://www.java.com/fr/download/index.jsp>).


#### **2.....Présentation des fichiers de réponse**

***Les soumissionnaires veilleront, autant que possible, à ne transmettre que des éléments ayant trait à l'objet de la consultation ; Ainsi, les activités non directement concernées n'ont pas à être spécifiées et détaillées dans les pièces transmises.***

***Les soumissionnaires veilleront à transmettre une quantité d'annexes mesurée.***

Le manuel d'utilisation du candidat est disponible à l'adresse <https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=entreprise.EntrepriseGuide&Aide>

Il décrit toutes les étapes à suivre afin de procéder au dépôt d'une réponse électronique.

Afin de déposer sa réponse, le candidat doit se connecter au site Internet <https://www.marches-publics.gouv.fr/> et s'identifier avec son compte (couple identifiant/mot de passe). Il accède à son Espace puis à la procédure concernée pour réaliser la réponse par voie dématérialisée (cliquez sur  Dépôt). Le soumissionnaire procède alors à l'opération de dépôt des fichiers en suivant les instructions de la plate-forme.

A noter qu'il n'est pas nécessaire de déposer un fichier compressé (au format ZIP par exemple). Le site Internet compressera de lui-même les fichiers déposés avant leur envoi sur le réseau Internet.

La transmission des documents fera l'objet d'un accusé de réception électronique. La date et l'heure qui sont utilisées par le dispositif d'horodatage proviennent de la plate-forme.

Ces dates et heures font, seules, foi pour le traitement de la procédure.

**Seul ce récépissé est la preuve de dépôt de la réponse. Il convient de le conserver précieusement pendant toute la durée de la procédure, jusqu'à l'attribution du marché.**

Conformément à l'article R. 2151-6 du Code de la commande publique, l'offre doit être transmise en une seule fois. A défaut, seule la dernière offre réceptionnée sera ouverte.

S'agissant de la désignation des fichiers, l'usage des caractères alphanumériques, c'est-à-dire des dix chiffres arabes allant de 0 à 9 et des 26 lettres de l'alphabet latin sans diacritiques comme les accents ou le tréma est seul autorisé.

### 3.....Plis volumineux

Il est indiqué au soumissionnaire que la plate-forme ne présente pas de limite concernant la taille des documents à transmettre mais que **la durée de l'étape de transfert dépend très fortement de la taille du fichier de réponse et du débit de la connexion Internet.**

En tout état de cause, la transmission complète devra intervenir avant les dates et heures limites de réception mentionnées en 1<sup>ère</sup> page, sous peine d'élimination.

### 4.- Règle de nommage des fichiers du pli dématérialisé

Afin de faciliter le traitement des offres électroniques dans les meilleures conditions, **le soumissionnaire est invité à respecter si possible le modèle de présentation et l'indexation des documents comme indiqué ci-dessous et dans l'annexe "Nommage des fichiers »**

Le nom des fichiers se composent de 3 parties séparées par « \_ », comme suit : **DD\_XXXX\_FFFF**

|             |   |
|-------------|---|
| <b>DD</b>   | abréviation du nom du dossier (DC pour le dossier de candidature, DF pour le dossier financier et DT pour le dossier technique) |
| <b>XXXX</b> | nom de la pièce (se reporter à l'indexation de l'ANNEXE)  |
| <b>FFFF</b> | nom du fournisseur  |

S'agissant de la désignation des fichiers, l'usage des caractères alphanumériques, c'est-à-dire des dix chiffres arabes allant de 0 à 9 et des 26 lettres de l'alphabet latin sans diacritiques comme les accents ou le tréma est seul autorisé.

Le cas échéant, les cadres de réponse / questionnaires obligatoires doivent impérativement être complétés et ne pas uniquement faire référence à des renvois.

Enfin, les soumissionnaires apporteront une attention particulière lors de la formalisation des annexes financières. La trame de base ne sera pas modifiée et les fichiers seront transmis au format tableur, exploitable informatiquement.

## **II - TRAITEMENT DES PROGRAMMES INFORMATIQUES MALVEILLANTS (VIRUS)**

Tout fichier constitutif de la candidature et de l'offre, sera traité préalablement par le candidat par un anti-virus régulièrement mis à jour. Il est rappelé aux candidats que, conformément à l'arrêté du 22 mars 2019, lorsqu'elles ne sont pas accompagnées d'une copie de sauvegarde, les offres transmises par voie dématérialisée et dans lesquelles un programme informatique malveillant est détecté par le CHU de Caen peuvent faire l'objet d'une réparation.

Le CHU de Caen conserve alors la trace de la malveillance du programme et, s'il décide de tenter une réparation, conserve également la trace des opérations de réparation réalisées.

Afin d'empêcher la diffusion des virus informatiques, le soumissionnaire ne doit utiliser ni les exécutables notamment les « exe », « com », « bat », « pif », « vbs », « scr », « msi », « eml » ni les « macros ».

Les antivirus utilisés au CHU de Caen sont SYMANTEC ANTIVIRUS (serveur mis à jour quotidiennement), présent sur tous les micro-ordinateurs de l'établissement, et TREND MICRO INTER SCAN (mise à jour toutes les heures) pour toutes les informations amenées par messagerie ou Internet.

Si la récupération des fichiers n'est pas possible ou s'ils n'ont pas fait l'objet d'une réparation, et si le soumissionnaire a transmis dans les conditions spécifiées ci-après, une copie de sauvegarde, celle-ci sera ouverte par le CHU de Caen.

### **III - COPIE DE SAUVEGARDE**

Le soumissionnaire dispose de la faculté d'envoyer une copie de sauvegarde de sa réponse électronique. La copie de sauvegarde est une copie des fichiers de la réponse destinée à se substituer, en cas d'anomalie, aux fichiers transmis par voie dématérialisée au CHU de Caen.

La copie de sauvegarde sera impérativement envoyée au CHU de Caen, à l'adresse et dans les délais indiqués en 1<sup>ère</sup> page du présent document de consultation sur support papier ou sur support physique électronique.

Le **support physique électronique** est une alternative au support papier. Le CHU de Caen accepte les cd-rom, les dvd et les clés USB, tout autre support sera réputé non reçu.

Cette copie remise sous pli scellé, devra comporter obligatoirement la mention lisible, « **Copie de sauvegarde – MAPA « FORMATION »** ».

Les documents remis devront respecter précisément les exigences du présent document.

Cette copie de sauvegarde sera ouverte, sous réserve d'être parvenue dans les délais de dépôt :

- en cas de défaillance du système informatique ou si un virus est détecté dans les documents électroniques transmis par le soumissionnaire  
La trace de la malveillance du programme sera alors conservée par le CHU de Caen.
- en cas d'offre dématérialisée non parvenue dans les délais de dépôt
- en cas d'offre dématérialisée n'ayant pu être ouverte.

Les plis contenant la copie de sauvegarde, non ouverts, seront détruits par CHU de Caen.

### **IV - « RE-MATERIALIZATION » DES DOCUMENTS ELECTRONIQUES**

Les documents transmis par voie électronique ou sur support physique électronique pourront être « re-matérialisés » après l'ouverture des plis. Les soumissionnaires sont informés que l'attribution du marché pourra donner lieu à la signature manuscrite de l'acte d'engagement.

-----